le travail
du permanent

Vol. 5 — No 21 16 juin 1969

PAUVRETÉ, NIVEAU D'INTERVENTION ET IDÉOLOGIE (2)

Notre société est actuellement, on le sait, devant des choix décisifs. Allons-nous opter pour le séparatisme ou pour un fédéralisme rénové, allons-nous pousser plus loin la planification ou nous contenter des timides tentatives de ces dernières années, allons-nous donner des valeurs rajeunies qui pourraient faire une certaine unanimité malgré nos divergences ou nous satisfaire de cette quincaillerie que l'on qualifie vaguement de "pluralisme"? Toutes ces interrogations sont décisives sans doute, mais il m'arrive de penser qu'elles nous masquent une interrogation plus fondamentale — celle-là même qui est sous-jacente à cet exposé. **Par dessous toutes les transformations sociales qui nous frappent, il en est une qui les suppose toutes: celle de nos élites. Que nos élites traditionnelles soient en pleine crise, cela commence à nous apparaître clairement. Un nouveau type d'homme politique, encore à peu d'exemplaire il est vrai, met lentement en cause le modèle accoutumé. L'homme des professions libérales a beaucoup perdu de son prestige; en tout cas, il n'est plus le seul à exprimer les idéaux et les valeurs. Notre petite bourgeoisie d'affaire cherche à tâton une nouvelle justification: la crise des Chambres de Commerce l'a manifesté aux yeux de tous. Enfin, des élites nouvelles (militants des mouvements ouvriers et coopératifs surtout), après avoir longtemps travaillé dans l'ombre, vont peut-être, à leur tour, prendre la parole.**

Ces réaménagements vont nous forcer à opter. Si nous voulons que s'expriment enfin les besoins de la société, si nous voulons que s'élabore un idéal collectif qui ne soit pas en rupture radicale par rapport à notre passé, il me semble que notre choix est clair; nous devrions nous appuyer sur **les élites nouvelles. Ce sont elles qui ont le plus de chance d'exprimer la volonté des pauvres; ce sont elles aussi qui incarnent au mieux, sans doute, l'idéal d'une société égalitaire.**

Mais il s'agit bien d'une possibilité. Pour l'heure cette élite nouvelle hésite entre deux voies — qu'a bien exprimé l'un de mes étudiants, dans une thèse récente sur un groupe de militants de la C.S.N.: "en tant qu'ouvrier, le militant est solidaire de la classe ouvrière, mais jouit d'un statut particulier et se sent membre d'une élite ouvrière. Selon sa foi en une solution collective au problème ouvrier, il optera pour la lutte de la classe ouvrière ou au contraire tentera de s'intégrer à la classe moyenne. Il aspire à un statut de classe moyenne pour la classe ouvrière tout entière. Mais il sacrifiera sa solidarité ouvrière s'il entrevoit, grâce à son statut particulier au sein de cette classe, une solution individuelle pour réaliser ses projets, surtout si aucune solution collective réelle ne lui est proposée" (7).

En d'autres termes, ces élites nouvelles ne seront vraiment les définitrices de notre société que si elles peuvent trouver, dans une idéologie coordonnatrice, le lieu d'une solidarité et la vision d'un nouvel ordre social. Je ne parle pas non plus d'une idéologie toute faite qui descendrait sur eux de je ne sais quel Sinai livresque. Ce devrait être un ensemble de thèmes et perspectives, susceptibles de s'enraciner dans leurs attitudes, de s'alimenter à ce qu'il y avait de meilleur dans nos traditions idéologiques, de rejoindre enfin des formes d'organisation sociale déjà à l'oeuvre dans notre milieu. On ne rallie des élites véritables qu'autour d'un idéal valable.

Et que faire pour les pauvres?

Il me semble que nous atteignons ainsi le fond du problème en même temps que le dernier palier de la réalité sociale mise en cause par les formes toutes contemporaines de la pauvreté. Si les sociétés opulentes ont laissé à l'écart tant d'individus, si, plus encore, elles ont produit tant de pauvres d'un style nouveau, ne serait-ce point parce que l'idéal de la croissance et de la prospérité est insuffisant?

Dans cette perspective, je soupçonne quelque naiveté dans la déclaration par laquelle le président Johnson présentait, en mars 1964, sa loi anti-pauvreté: le but, disait-il, est de **construire "une Amérique où chaque citoyen partage tous les avantages de la société qui est la sienne, où chaque homme ait une chance d'élever son niveau de bien-être jusqu'aux limites de ses possibilités". N'est-ce pas justement ce vague idéal qui a servi d'alibi, et depuis très longtemps, à ceux qui ont profité de la prospérité générale? N'est-ce pas le même idéal qui a confiné tant d'individus des classes moyennes américaines à la poursuite de leur étroite progression personnelle? C'est pourquoi sans doute la lutte américaine contre la pauvreté se limite, pour la plus grande part, à des palliatifs:** remèdes au chômage des jeunes, appel

(7) Jacques Godbout: **Le militant syndical de la Confédération des syndicats nationaux,** thèse de maîtrise en sociologie, Département de sociologie et d'anthropologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval, 1965, 187.

→

aux groupes et aux citoyens pour décider d'actions locales auxquelles le gouvernement fédéral apportera une aide financière, assistance sanitaire, développement de l'éducation de base, etc. Toutes choses qui ne sont pas méprisables sans doute, mais qui ne mettent guère en évidence les causes profondes de la maladie — qui sont à la fois dans des mécanismes sociaux d'ensemble et dans l'idéal global qui inspire le peuple américain.

Des politiques multiples et minutieusement définies ne sauraient trouver leur syntèse dans je ne sais quel principe abstrait de la "politique fonctionnelle". Une planification à long terme suppose des options sur des fins et des valeurs communes. Là encore, je vois mal comment l'Etat pourrait définir à lui seul ces fins et ces valeurs, sans que lui vienne de la société l'explication d'un idéal collectif. **La politique de grandeur du président De Gaulle, la démocratie formelle du président Johnson, le "centre-gauche" de M. Lesage, la formule Fulton-Favreau, l'option canadienne ou l'option séparatiste ne sauraient constituer un idéal quotidien. Si les discussions ainsi engendrées ne sont pas vaines, elle renvoient en tout cas à des idéaux collectifs plus concrets. Les hommes, et singulièrement les pauvres, ne désirent pas seulement une société prospère: ils veulent, en définitive, une société fraternelle où on puisse partager ensemble, en plus des fruits de la croissance économique, un même idéal.** On s'étonne parfois que les jeunes révolutionnaires de notre temps mélangent volontiers la poésie et l'économie, les protestations contre les tabous sexuels avec les plaidoyers pour la planification. On aurait tort de voir dans cet informe magna la simple confusion des esprits et des genres: j'y constate, pour ma part, et entre bien d'autres signes, le sentiment que la société n'est pas un simple mécanisme de division du travail qu'il s'agirait de rendre encore plus parfait, mais qu'elle est aussi, et surtout, le lieu de rencontre d'un projet collectif où les hommes veulent être engagés avec toutes leurs valeurs.

Mais insistons aussitôt: un idéal collectif ne s'invente pas comme une politique particulière. Il n'est pas possible qu'une société le formule sans marquer une certaine continuité par rapport aux valeurs de son passé. Il y a là quelque analogie avec la situation de la personne: quelle que soit la conversion radicale de lui-même et de sa conception du monde qu'il entrevoit à un moment ou l'autre de son existence, l'individu ne saurait rayer d'un coup son passé sans tomber dans quelque néant. Une société ou un individu qui est contraint de se redéfinir radicalement (et c'est bien le cas actuellement pour le Canada français) doit bien retrouver dans la ré-interprétation de son passé la continuité de son être original et quelques inspirations pour les tâches de l'avenir. Les intellectuels que nous sommes peuvent l'oublier, mais ce sont bien ces rêves du passé qui nourrissent encore, non pas simplement quelques idéologues ou les étudiants du collège, mais aussi ceux qui travaillent obscurément à transformer notre milieu. Si la C.S.N. est différente des autres syndicats américains, si elle fait souvent l'admiration des hommes de gauche, c'est qu'elle a poussé sur cet ancien terreau. Ne faudrait-il pas dire la même chose de notre mouvement coopératif et même de notre ferveur pour l'éducation? J'ai été frappé de constater, en tout cas, dans les premiers résultats de recherches que nous menons actuellement à Laval sur les militants syndicaux, et que nous élargirons aux leaders de mouvement coopératif, combien ces militants sont marqués par nos idéologies traditionnelles, à quel point surtout, ils ont déjà transmuté graduellement ces vieux idéaux en figure d'un futur destin. Dans les longs récits autobiographiques de plusieurs d'entre eux, on note le passage par la J.O.C. des années 1940, les thèmes transposés d'un catholicisme fruste mais qui a choisi ses valeurs essentielles, quelques éléments d'un vieux nationalisme qui n'était pas celui du politicien qui régna naguère au nom des valeurs usurpées (8).

A côté de la masse de politiciens, d'aspirants-politiciens, de valets de politiciens dont nous parlions tantôt pour qualifier l'ensemble de nos élites traditionnelles, il faut mettre à part une minorité de journalistes, de fonctionnaires, de membres du clergé, d'hommes politiques parfois, mais d'un genre particulier. Depuis 1850, et à chaque génération, ils ont dénoncé les divertissements de la politique et moqué les politiciens. Ils ont souvent mal compris les exigences de l'économie ou, quand ils les ont aperçues, ils n'ont pu que constater l'emprise quasi exclusive des Anglo-saxons sur le mécanisme de contrôle. Nous les trouvons un peu ridicules d'avoir si souvent exalté l'agriculture, mais pour plusieurs, c'était une solution de désespoir. Surtout, et c'est la leçon que nous devons soigneusement retenir, leur pensée était très attentive au sort des pauvres et des petits. Leur dénonciation de l'industrialisation, leurs exaltations de la vie rurale trouvent là leur motivation profonde. Et c'est ce qui les a amenés à concevoir le rêve d'une société égalitaire. J'ai essayé, ailleurs, de reconstituer ce rêve et je compte y revenir beaucoup plus longuement dans un prochain ouvrage (9). Contentons-nous ici d'un unique exemple. Voici un texte de Bourassa, écrit en 1919: "Qu'on ne s'y trompe pas: la prospérité matérielle et la résistance économique du peuple canadien-français ne dépendent pas de l'acquisition de grosses fortunes individuelles par les méthodes anglaises et américaines, mais de la croissance normale, constante et générale du patrimoine de la race par la pratique des vertus domestiques héritées de la France. Cent habitants qui économisnet chacun cent piastres par année valent infiniment plus à la province de Québec que dix hommes d'affaires qui réalisent un bénéfice annuel de mille piastres chacun. Les sommes sont égales: la valeur économique et sociale de la première vaut dix fois plus pour la collectivité que la seconde". Bourassa parle, dans le même article, du "culte intense de l'or et du confort matériel qui caractérise la civilisation anglo-saxonne" (10). Nous pourrions multiplier les déclarations de ce genre. On y trouve, on l'aura noté, un curieux mélange d'irréalisme par rapport aux conditions de la croissance économique globale et le très bel idéal d'une société où tous participeraient, dans l'égalité, au progrès social.

---

(8) On pourra consulter très bientôt, comme premier aperçu, la thèse de Claude Beauchamp, assistant de recherches au Département de sociologie et d'anthropologie de Laval, sur les militants syndicaux d'origine ouvrière. L'auteur s'étant surtout attaché à recueillir de longues autobiographies, on verra comment ces militants ont trouvé dans les idéologies traditionnelles, dans la J.O.C., etc. les premiers et durables ferments d'une pensée qui n'est certainement pas de droite.

(9) Voir notre étude: "La représentation idéologique des classes au Canada français". **Cahiers internationaux de sociologie,** XXXVIII, 1965, 85-99.

(10) Henri Bourassa: **Syndicats nationaux ou internationaux?** (reproductions d'articles parus dans Le Devoir). 1919, 42 et 16.

→

On nous reprochera peut-être de ressusciter ces vieilleries dans une rencontre où il s'agit de déterminer les conditions d'une lutte urgente contre les causes de la pauvreté. Si j'ai cédé à ce rappel historique, ce n'est pas non plus parce que je serais tenté de croire qu'il nous faille perpétuer une pareille tradition, c'est bien plutôt parce qu'il y a là un héritage valable où notre devenir collectif pourrait trouver sa nécessaire continuité. A condition, bien sûr, que cet idéal passé puisse être transmué dans des visions d'avenir qui, tout en l'assumant, le situent dans un plus large foyer idéologique. Ce foyer idéologique, je crois le trouver, pour ma part, dans les vieilles ambitions de la grande tradition coopérative. Je prie qu'on y fasse attention: je songe moins ici à la portée proprement économique du mouvement coopératif qu'à sa valeur de représentation des idéaux sociaux. A son origine, nous ne l'oublierons pas, le mouvement coopératif a placé, au centre de ses préoccupations, la volonté de briser l'initiative économique par l'entrepreneur capitaliste. Les fameux principes définis par les Pionniers de Rochdale en constituent une parfaite expression. Mais leur intention allait bien plus loin que de fonder une coopérative de consommation. G.D.H. Cole le rappelait dans un ouvrage publié à l'occasion du centenaire: pour eux, il s'agissait d'"échapper aux maléfices de l'industrialisme compétitif, pour accéder à un monde — un "Nouveau Monde Moral" — d'aide mutuelle, d'égalité sociale et de fraternité" (11). Cet idéal grandiose a subi bien des avatars et des redéfinitions: il a fallu le corriger et le réduire (et sans doute de manière excessive) à mesure que le mouvement croissait en volume et qu'il affrontait des difficultés concrètes imprévues au départ. Mais un peu partout à travers le monde, la réflexion sur l'idéal coopératif s'anime à nouveau. Pour nous, en tout cas, cet idéal rejoint les rêves du passé sur la société égalitaire et il me paraît convenir à une société comme la nôtre qui n'a jamais connu ni les tentations de la grande richesse ni une grande bourgeoisie capitaliste.

Et la pensée coopérative peut résoudre le problème que nous avons constamment posé: l'expression des besoins économiques concrets, ceux de tous et de toutes les régions. Il y a longtemps déjà qu'Albert Thomas avait défini la coopération l'instrument par excellence de perception des besoins. "La structure de l'économie coopérative, disait-il, puisqu'elle repose sur un très grand nombre de petites unités économiques qui sont comme ses antennes vers les besoins et la possibilité de la vie quotidienne, dispose d'une sorte d'appareil sensoriel comparable à celui d'un organisme vivant. Cet appareil ne se contente pas de transmettre par étapes jusqu'aux organes centraux des informations que ceux-ci élaborent et traduisent en actions raisonnées, il permet en outre jusqu'à un certain point les réactions automatiques, les réflexes de défense ou de compensation, les directions qui préviennent les déséquilibres et les erreurs définitives lourdes de conséquences" (12). C'est là, n'est-il pas vrai, une magnifique définition du rôle original et indispensable que pourraient jouer les unités coopératives dans une planification qui se voudrait à la fois intégrale et démocratique, fidèle aussi à assumer les besoins de tous dans une société où la participation sociale ne serait plus le privilège de quelques-uns.

Je sais bien qu'il n'y a là qu'un idéal aux contours encore vagues. Ce n'est point au sociologue, ni au philosophe de définir de concrètes et précises idéologies: c'est là justement le rôle des élites sociales qui ne sont, en effet, des élites que par leur faculté de formuler des objectifs où tous puissent reconnaître leurs plus valables espérances.

Faut-il nous excuser, en terminant, d'avoir récapitulé l'ensemble de nos problèmes sociaux à partir de la considération de la pauvreté? Je ne le crois pas. Il me semble avoir montré, au départ, que la pauvreté, au sein de nos sociétés riches, posait avant tout le problème de la participation sociale: on ne peut, disions-nous, songer simplement à étendre aux pauvres les bienfaits du progrès économique sans, du même coup, leur donner la parole, c'est-à-dire sans nous interroger sur les conditions d'une société nouvelle où tous pourraient exprimer leurs besoins et communier dans un idéal de fraternité. La pauvreté inaugure un procès de notre bonne conscience dont il fallait essayer de faire entendre toutes les résonnances.

Le pauvre est l'image inversée de la société idéale; il peut amener chacun d'entre nous, dans ses efforts pour comprendre et transformer nos sociétés, à dépasser les étroites routines scientifiques comme les petites réformes lénifiantes, les prudences abstraites comme les révolutions livresques.

Notes

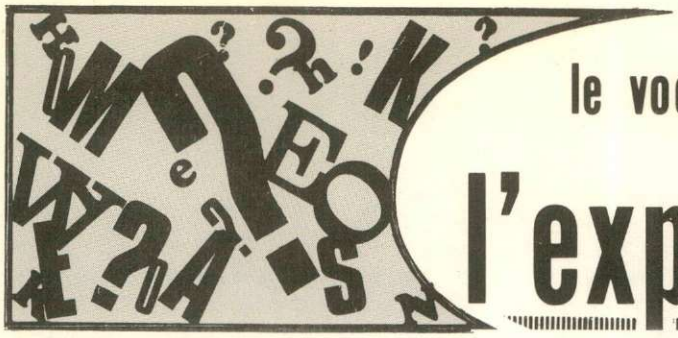
Les événements qui se déroulent depuis quelques mois en Tchécoslovaquie ne sauraient nous laisser indifférents. Un québécois, étudiants à Berlin, nous a fait parvenir le texte d'un tract diffusé le 21 novembre 1968, à Prague, par les 60,000 étudiants en grève et leur "Comité d'action des étudiants de Prague". La publication de ce texte est notre hommage au courage et à la détermination manifestée par la jeunesse Tchécoslovaque:

"Pour la première fois depuis 20 ans, nous, les étudiants, nous nous adressons à l'opinion publique dans une action politique commune — en tant que force sociale avec laquelle il faut compter, et qui fait également partie de la réalité politique actuelle. Cette action a pour but d'exprimer notre détermination et notre capacité de prendre part à la vie politique. Les étudiants, représentés par le Comité d'action des étudiants de Prague et la Fédération universitaire des étudiants ont décidé, le 18 novembre, à huit heures, de procéder à l'occupation des bâtiments universitaires. Les étudiants séjourneront en permanence dans les facultés et ne participeront pas à l'enseignement universitaire normal (cours, séminaires, etc.). Cette action est entreprise pour imposer les revendications de la Fédération universitaire des étudiants:

1. Notre politique repose aujourd'hui et à l'avenir sur le programme d'action du Parti communiste tchécoslovaque, adopté au cours du plénum du Comité central.
2. Il ne faut pas qu'il y ait une politique de cabinet, mais l'échange d'informations dans les deux sens entre la population et les dirigeants doit se renouveler.
3. L'introduction de la censure des mass médias est une mesure provisoire et elle ne doit pas durer plus de 10 mois."

---

(11) G.D.H. Cole: **A Century of Cooperation,** 1944, cité H. Desroche: "Principes rochdaliens? Lesquels?" 1961,1.
(12) A. Thomas, discours à la conférence internationale du travail, cité par H. Desroche, dans **Archives internationales de sociologie de la coopération,** II, 1962,9.



le vocabulaire des relations de travail

l'expression juste

Pilote de cage

L'ouvrier qui accompagne le personnel dans les cages d'ascenseurs pendant les descentes et les remontées dans une mine souterraine en vue d'assurer le déroulement normal des entrées et des sorties, s'appelle le 'pilote de cage". Cet ouvrier donne le signal des descentes et des remontées des cages et peut contrôler les dispositifs de sécurité (freins et appareils de guidage).

En anglais, l'ouvrier qui fait ce travail est appelé "cageman" ou "cage tender".

Opérateur de brake — conducteur de cintreuse-plieuse

Dans l'industrie mécanique en particulier, on utilise des machines qui servent à plier le métal et à le courber en cintre. L'ouvrier qui conduit cette machine s'appelle un conducteur de cintreuse-plieuse que l'on appelle en anglais "brake operator".

Il faut dire aussi qu'un "power brake" est alors une cintreuse-plieuse mécanique. Evidemment, l'expression anglaise dans le présent cas ne désigne pas le servo-frein d'une voiture automobile.

Conducteur de remorqueuse — Conducteur de dépanneuse

On cherchera en vain le mot "remorqueuse" en français comme substantif. Le mot "remorqueur" est cependant français et désigne un bateau ou un véhicule qui en remorque un autre. Cependant, le mot se dit surtout des bateaux qui sont spécialement construits pour remorquer d'autres navires.

La voiture qui est équipée d'un matériel spécial et qui sert à dépanner les autres voitures est une dépanneuse. L'ouvrier qui conduit cette voiture est un conducteur de dépanneuse.

Liftier

Le mot "liftier", d'origine anglaise, désigne en français l'employé qui assure la conduite d'un ascenseur pour le déplacement des personnes (ou des marchandises) vers les différents étages d'un immeuble. Ce mot a cours en français depuis plus de 60 ans et on le retrouve chez un écrivain comme Proust. Il y a donc lieu de faire usage de ce terme qui est le plus utilisé dans le monde francophone, même si ce n'est pas une faute à strictement parler d'écrire conducteur d'ascenseur ou garçon d'ascenseur. Il faut cependant éviter de parler de l'opérateur, puisque c'est un calque de 'operator".

Réparateur — réparateur

Comme tout ce qui sert use, il ne suffit pas de produire, mais il faut aussi réparer. On ne compte plus aujourd'hui le nombre de réparateurs dans l'industrie en général.

On ne doit pas appeler ces ouvriers des répareurs ou encore, comme le disent les Anglo-Saxons, des "repairmen", mais bien des réparateurs.

Véhicule à moteur

Le véhicule automobile est de plus en plus répandu. Il faut toutefois se garder de dire "véhicule moteur" parce qu'il s'agit d'une traduction littérale de l'anglais "motor vehicle".

En français, on doit dire véhicule à moteur tout comme on dit véhicule à traction animale.

Parcage — parc-autos

Dans son "Guide du bon usage", Albert Dauzat traduit "parking" par "parcage", action de garer (et non de stationner, verbe neutre) sa voiture. C'est à cet avis que vient de se ranger le Comité d'étude des termes techniques français. Il recommande d'employer "parc" à la place du trop long "terrain de stationnement"; "parquer" pour mettre sa voiture en stationnement; "parcage" pour l'action de parquer une auto.

Medical officer — Médecin sanitaire

Voilà une expression bien précise, facile à comprendre et elle pourrait être utilisée plus fréquemment pour rendre l'expression anglaise "health officer" ou "medical officer".

(A SUIVRE)

le travail
du permanent

Un aperçu hebdomadaire des questions qui intéressent les permanents de la CSN.

Responsable : Service de l'information et des communications de la CSN.

Composition et impression : Les Editions du Richelieu Limitée
100, rue Bouthillier, Saint-Jean, P.Q.
Tél. : Saint-Jean 347-5326
Montréal 658-0613

92